EMPIRE CHÉRIFIEN

Bulletin Officiel

Abonnements :			
	ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE	
	Francs	Francs	
Maroc	Un an..	1.600	3.100
	6 mois..	1.000	2.000
France et Colonies	Un an..	2.050	3.800
	6 mois..	1.300	2.300
Étranger	Un an..	3.300	5.600
	6 mois..	2.000	3.400

Changement d'adresse : 25 francs, indiquer l'ancienne adresse ou joindre une bande

LE «BULLETIN OFFICIEL» PARAÎT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

1° Une première partie ou édition partielle : dahirs, décrets, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc. ;

2° Une deuxième partie : publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc.).

Les abonnements sont reçus à l'Imprimerie Officielle, avenue Jean-Mermoz, à Rabat.

Tous règlements doivent être effectués à l'adresse du Régisseur-comptable de l'Imprimerie Officielle (compte chèques postaux n° 101-16, à Rabat).

AVIS. — Il n'est pas assuré d'abonnement avec effet rétroactif. Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

Prix du numéro :

Première ou deuxième partie 50 fr.
 Édition complète 80 fr.
 Années antérieures :
 Prix ci-dessus majorés de 50 %

Prix des annonces :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires } La ligne de 27 lettres .
 } 90 francs
 (Arrêté du 31 janvier 1952)

Les tables annuelles, analytique et chronologique, sont délivrées gratuitement aux abonnés de l'année.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin officiel ».

SOMMAIRE

Pages

TEXTES GÉNÉRAUX

Code de commerce maritime.	
Dahir n° 1-57-094 du 12 ramadan 1376 (13 avril 1957) modifiant l'annexe I du dahir du 28 jourmada II 1337 (31 mars 1919) formant code de commerce maritime	524
Budget général et budgets annexes 1957.	
Dahir n° 1-57-137 du 14 ramadan 1376 (15 avril 1957) modifiant le dahir n° 1-56-336 du 28 jourmada I 1376 (31 décembre 1956) et le dahir n° 1-57-083 du 25 rejev 1376 (25 février 1957) portant ouverture de crédits provisoires, pour l'exercice 1957, au titre de la deuxième partie du budget général et des budgets annexes	525
Admission temporaire. — Sucres raffinés.	
Décret n° 2-57-0347 du 12 ramadan 1376 (13 avril 1957) relatif à l'admission temporaire des sucres raffinés destinés à la fabrication de boissons apéritives à base de vin	527
Admission temporaire. — Alcools.	
Décret n° 2-57-0373 du 14 ramadan 1376 (15 avril 1957) modifiant et complétant l'arrêté viziriel du 18 chaabane 1367 (26 juin 1948) fixant le régime de l'admission temporaire des alcools destinés à la fabrication de produits en vue de l'exportation	528
Taxe urbaine. — Année 1957.	
Décret n° 2-57-0492 du 15 ramadan 1376 (16 avril 1957) fixant, pour l'année 1957, le périmètre d'application de la taxe urbaine dans les villes et centres, ainsi que la valeur locative à exempter de la taxe	528
Émission de bons d'équipement.	
Arrêté du sous-secrétaire d'État aux finances du 27 avril 1957 pris pour l'application du dahir du 7 chaabane 1375 (20 mars 1956) modifiant le dahir du 27 jourmada II 1369 (15 avril 1950) autorisant le Gouvernement à émettre des bons d'équipement à deux, trois ou quatre ans	528

Bureaux publics de placement. — Commissions paritaires de contrôle.

Arrêté du ministre du travail et des questions sociales du 16 avril 1957 déterminant la composition des commissions paritaires de contrôle des bureaux publics de placement 529

Écoulement des vins. — Récolte 1956.

Arrêté du ministre de l'agriculture du 27 mars 1957 fixant les conditions d'écoulement des vins de la récolte 1956 (4^e tranche) 529

Appareils extincteurs d'incendie.

Arrêté du sous-secrétaire d'État au commerce et à l'industrie du 11 avril 1957 relatif aux appareils extincteurs d'incendie. 529

TEXTES PARTICULIERS

Agadir. — Convention de gérance de la distribution d'eau.

Dahir n° 1-56-323 du 7 chaabane 1376 (9 mars 1957) portant approbation de la convention de gérance de la distribution publique d'eau dans la ville d'Agadir 529

Casablanca. — Association « Le Foyer de la jeunesse marocaine — Dar Mouallima ».

Dahir n° 1-57-114 du 25 chaabane 1376 (27 mars 1957) reconnaissant d'utilité publique l'association dite « Le Foyer de la jeune marocaine — Dar Mouallima », dont le siège est à Casablanca 530

Casablanca. — Cession d'une parcelle de terrain.

Décret n° 2-57-0419 du 10 ramadan 1376 (11 avril 1957) déclarant du domaine public une parcelle de terrain située au carrefour de la route secondaire n° 111 (des Roches-Noires aux Oulad-Hamimoun) avec l'allée des Mâriers, constituant une partie de l'ancienne emprise de la route secondaire n° 111, et en autorisant la cession à titre onéreux 530

Mazagan. — Cession d'une parcelle de terrain.

Décret n° 2-57-0411 du 12 ramadan 1376 (13 avril 1957) autorisant la cession de gré à gré d'une parcelle du domaine privé de la ville de Mazagan à l'État chérifien 530

Rabat. — Expropriation de terrain.	
Décret n° 2-57-0381 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) déclarant d'utilité publique la construction d'un centre d'émission de T.S.F. à Rabat et frappant d'expropriation la parcelle de terrain nécessaire à cette fin	531
Missour, Boulemane—Imouzzèr-des-Marmoucha. — Société marocaine de prévoyance.	
Décret n° 2-57-0467 du 12 ramadan 1376 (13 avril 1957) portant suppression de la Société marocaine de prévoyance (So.Ma.P.) de Missour et modifiant la dénomination et la composition de la Société marocaine de prévoyance (So.Ma.P.) de Boulemane—Imouzzèr-des-Marmoucha ..	532
Port-Lyautey. — Expropriation de terrain.	
Décret n° 2-57-446 du 15 ramadan 1376 (16 avril 1957) déclarant d'utilité publique l'aménagement et le lotissement d'un secteur d'habitat à Port-Lyautey et frappant d'expropriation les propriétés nécessaires à cette fin	533
Settat. — Échange Immobilier.	
Décret n° 2-57-0346 du 14 ramadan 1376 (15 avril 1957) autorisant un échange immobilier avec soulte entre la municipalité de Settat et l'État chérifien	534
Fès. — Expropriation de terrain.	
Décret n° 2-57-447 du 15 ramadan 1376 (16 avril 1957) déclarant d'utilité publique la création d'un bureau de postes, télégraphes et téléphones à Fès, quartier Fekkarine, et frappant d'expropriation la propriété nécessaire à cette fin	534
Marrakech. — Échange Immobilier.	
Décret n° 2-57-0336 du 16 ramadan 1376 (17 avril 1957) autorisant un échange immobilier avec soulte entre la ville de Marrakech et l'État chérifien	534
Oujda. — Cession d'une parcelle de terrain.	
Décret n° 2-57-0412 du 16 ramadan 1376 (17 avril 1957) autorisant la cession de gré à gré par la ville d'Oujda à l'État chérifien d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal	535
Casablanca. — Déclassement d'une parcelle de terrain.	
Décret n° 2-57-0443 du 16 ramadan 1376 (17 avril 1957) classant au domaine public municipal de la ville de Casablanca une parcelle de terrain du domaine public maritime de l'État chérifien sise aux abords du port de Casablanca ..	535
Oujda. — Expropriation de terrain.	
Décret n° 2-57-0486 du 16 ramadan 1376 (17 avril 1957) déclarant d'utilité publique la création d'une nouvelle m'çallah à Oujda, et frappant d'expropriation les terrains nécessaires à cet effet	535
Hydraulique.	
Arrêté du ministre des travaux publics du 9 avril 1957 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par pompage dans la seguia Sidi-Boubekèr pour un moulin à mouture, au profit de M. Abdallah ben Ahmed el Hadj, douar El-Hchelja (cercle de Fès-Banlieue)	535
Arrêté du ministre des travaux publics du 10 avril 1957 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par pompage dans l'oued Innaouèn, au profit du cheikh Mohamed ben M'Hamed el Kaal (cercle de Tissa)	535
Arrêté du ministre des travaux publics du 10 avril 1957 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par pompage dans l'oued Innaouèn, au profit de M. Driss ben M'Hamed Barka (cercle de Tissa)	536
Permis miniers.	
Décisions du chef du service des mines des 10 et 27 avril 1957 portant rejet de demandes de renouvellement de permis de recherche	536
P.T.T. — Service postal à Tanger.	
Arrêté du 17 avril 1957 du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones portant création d'une recette de 3 ^e classe à Tanger-Socco à compter du 1 ^{er} mai 1957	536

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis aux importateurs	536
Découverte d'épaves maritimes	538

TEXTES GÉNÉRAUX

Dahir n° 1-57-094 du 12 ramadan 1376 (13 avril 1957) modifiant l'annexe I du dahir du 28 jourmada II 1337 (31 mars 1919) formant code de commerce maritime.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Le paragraphe c) du 2^e alinéa de l'article 190 de l'annexe I du dahir du 28 jourmada II 1337 (31 mars 1919) formant code de commerce maritime, tel qu'il a été modifié par le dahir du 24 chaoual 1372 (6 juillet 1953), est modifié comme suit :

« Article 190. —

« c) Si le marin est débarqué pour cause de maladie au port « d'armement ou dans un port où l'obligation du rapatriement « peut être considérée comme accomplie, et si son état ne justifie « pas son hospitalisation ou qu'il ne peut être hospitalisé pour des « raisons indépendantes de sa volonté, il bénéficie :

« pendant les dix premiers jours suivant le débarquement, de « son salaire de base effectif augmenté, s'il y a lieu, de l'indemnité « de nourriture ;

« à partir du onzième jour, et dans la limite des obligations « fixées par l'alinéa premier du présent article, d'une allocation « égale à la moitié de son salaire de base effectif majorée, s'il y a « lieu, de la moitié de l'indemnité de nourriture.

« Ne pourra prétendre à cette allocation le marin qui aura « refusé son hospitalisation si celle-ci est prescrite par le médecin. « Il en sera de même si le marin quitte l'établissement où il est « hospitalisé sans autorisation médicale.

« L'armateur pourra faire contre-visiter par un médecin de son « choix tout marin malade non hospitalisé.

« En cas de contestation sur l'état de santé du marin, à la « suite d'avis différents du médecin traitant et du médecin choisi « par l'armateur, le litige sera porté devant le tribunal compétent, « après tentative de conciliation dans les conditions prévues par « l'article 205 bis ci-après, du présent dahir, devant le chef du « quartier maritime. Ce dernier se fera assister, si besoin, d'expert « médical dont les honoraires seront à la charge de la partie pre- « nante.

« Dans le cas où un marin est en mesure d'être pris en charge « par un centre médico-social pour l'une des quatre affections sui- « vantes : tuberculose, cancer, maladie mentale, poliomyélite, les « obligations de l'armateur cesseront à son égard.

« En aucun cas, la période pendant laquelle les salaires ou « l'allocation visée ci-dessus sont alloués au marin atteint de « maladie ne peut dépasser quatre mois à dater du jour où il a été « laissé à terre.

« Les salaires visés au présent article ... »

(La suite sans modification.)

Fait à Rabat, le 12 ramadan 1376 (13 avril 1957).

Enregistré à la présidence du conseil,
le 12 ramadan 1376 (13 avril 1957) :

BEKKAÏ.

Dahir n° 1-57-137 du 14 ramadan 1376 (15 avril 1957) modifiant le dahir n° 1-56-336 du 28 jourmada I 1376 (31 décembre 1956) et le dahir n° 1-57-083 du 25 rejeb 1376 (25 février 1957) portant ouverture de crédits provisoires, pour l'exercice 1957, au titre de la deuxième partie du budget général et des budgets annexes.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 18 chaabane 1335 (9 juin 1917) portant règlement sur la comptabilité publique et notamment ses articles 3, 9 et 12 ;

Vu le dahir n° 1-56-336 du 28 jourmada I 1376 (31 décembre 1956) portant ouverture de crédits provisoires pour l'exercice 1957 au titre de la deuxième partie du budget général et des budgets annexes ;

Vu le dahir n° 1-57-083 du 25 rejeb 1376 (25 février 1957) portant ouverture de crédits provisoires supplémentaires (programme de travaux d'urgence), pour l'exercice 1957, au titre de la deuxième partie du budget général et des budgets annexes ;

Considérant qu'il est nécessaire, pour assurer sans interruption l'exécution des travaux d'équipement actuellement en cours, d'ouvrir des crédits provisoires supplémentaires au titre de l'exercice 1957,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Des crédits provisoires supplémentaires d'un montant de un milliard deux cent millions six cent soixante-dix mille francs (1.200.670.000 fr.) sont ouverts à la deuxième partie du budget général, pour l'exercice 1957, conformément au tableau A annexé au présent dahir portant modification du montant des crédits provisoires précédemment ouverts.

ART. 2. — Des crédits provisoires supplémentaires d'un montant de soixante-deux millions trois cent quatre-vingt mille francs (62.380.000 fr.) sont ouverts à la deuxième partie du budget annexe du port de Casablanca, pour l'exercice 1957, conformément au tableau B annexé au présent dahir.

ART. 3. — Des crédits provisoires supplémentaires d'un montant de huit millions deux cent mille francs (8.200.000 fr.) sont ouverts au budget annexe du port de Safi, pour l'exercice 1957, conformément au tableau C annexé au présent dahir.

ART. 4. — Des crédits provisoires supplémentaires d'un montant de soixante millions six cent mille francs (60.600.000 fr.) sont ouverts au budget annexe du port de Port-Lyautey, pour l'exercice 1957, conformément au tableau D annexé au présent dahir.

ART. 5. — Des crédits provisoires supplémentaires d'un montant de quatre millions cinq cent mille francs (4.500.000 fr.) sont ouverts au budget annexe du port d'Agadir, pour l'exercice 1957, conformément au tableau E annexé au présent dahir.

ART. 6. — Des crédits provisoires supplémentaires d'un montant de vingt-huit millions vingt mille francs (28.020.000 fr.) sont ouverts au budget annexe du ministère des postes, des télégraphes et des téléphones, pour l'exercice 1957, conformément au tableau F annexé au présent dahir.

Fait à Rabat, le 14 ramadan 1376 (15 avril 1957).

Enregistré à la présidence du conseil,

le 14 ramadan 1376 (15 avril 1957) :

BEKKAÏ.

TABLEAU A.

BUDGET GÉNÉRAL.

Deuxième partie. — Budget extraordinaire.

Modification du montant des crédits de paiement ouverts par les dahirs du 28 jourmada I 1376 (31 décembre 1956) et 25 rejeb 1376 (25 février 1957).

(En milliers de francs.)

	CRÉDITS supplémentaires ouverts par le présent dahir	RÉDUCTION du montant des crédits précédemment ouverts
CHAPITRE PREMIER.		
<i>Services de la Cour impériale. —</i>		
<i>Garde royale.</i>		
Art. 1 ^{er} . —	68.000	
TOTAL du chapitre premier	68.000	
CHAPITRE 2.		
<i>Présidence du conseil. —</i>		
<i>Secrétariat d'Etat à l'information.</i>		
Art. 1 ^{er} . —	1.000	
TOTAL du chapitre 2	1.000	»
CHAPITRE 3.		
<i>Ministère de la justice.</i>		
<i>Tribunaux à magistrats français.</i>		
Art. 4. —	7.000	
Art. 5. —	3.000	
Art. 6. —	6.000	
Art. 7. —	1.000	
<i>Administration pénitentiaire.</i>		
Art. 8. —	22.000	
Art. 10. —		9.400
Art. 11. —		8.000
Art. 12. —		22.000
TOTAL du chapitre 3	99.000	39.400
CHAPITRE 4.		
<i>Ministère des affaires étrangères.</i>		
Article unique —	5.000	
TOTAL du chapitre 4	5.000	»
CHAPITRE 5.		
<i>Ministère de la défense nationale.</i>		
Art. 1 ^{er} . —	40.000	
<i>Gendarmerie.</i>		
Art. 2. —	46.000	
Art. 3. —	12.000	
<i>Écoles militaires.</i>		
Art. 4. —	1.100	
Art. 5. —	24.000	
TOTAL du chapitre 5	123.100	»
CHAPITRE 6.		
<i>Ministère de l'intérieur.</i>		
<i>Intérieur.</i>		
Art. 1 ^{er} :		
§ 1 ^{er}	8.400	
§ 3	4.200	
Art. 9. —	6.800	
Art. 10. —	24.000	

	CRÉDITS supplémentaires ouverts par le présent d'hir	RÉDUCTION du montant des crédits précédemment ouverts
Sûreté nationale.		
Art. 12, § 1 ^{er}	46.400	
Art. 13. —	8.000	
TOTAL du chapitre 6	97.800	»
CHAPITRE 7.		
<i>Ministère des finances.</i>		
Finances.		
Art. 1 ^{er} . —	22.000	
Art. 2. —	10.000	
Douanes et impôts indirects.		
Art. 3 :		
§ 1 ^{er}	14.000	2.000
§ 2		2.000
§ 3		
Art. 11. —	3.200	
Art. 16. —	8.000	
TOTAL du chapitre 7	57.200	4.000
CHAPITRE 8.		
<i>Ministère des travaux publics.</i>		
Art. 1 ^{er} . —	5.000	
Art. 4. —	72.600	
Art. 5. —	4.000	
Art. 6. —	62.380	
Art. 7. —	8.200	
Art. 8. —	60.600	
Art. 9. —	4.500	
Art. 13. —	3.000	
Art. 14. —	5.000	
Art. 15. —	14.000	
Art. 16. —	40.800	
Art. 19. —	6.250	
TOTAL du chapitre 8	286.330	»
CHAPITRE 9.		
<i>Ministère de la production industrielle et des mines.</i>		
Art. 1 ^{er} . —	300	
Art. 2. —	400	
Art. 3. —	2.200	
Art. 6. —	3.400	
TOTAL du chapitre 9	6.300	»
CHAPITRE 10.		
<i>Ministère des postes, des télégraphes et des téléphones.</i>		
Article unique —	28.020	
TOTAL du chapitre 10	28.020	
CHAPITRE 11.		
<i>Ministère de l'agriculture et des forêts.</i>		
Division de la mise en valeur et du génie rural.		
Art. 2. —	600	18.000
Art. 12. —		
Art. 18. —	1.200	
Art. 19. —	5.000	

	CRÉDITS supplémentaires ouverts par le présent d'hir	RÉDUCTION du montant des crédits précédemment ouverts
Division de l'agriculture et de l'élevage.		
Art. 20. —	5.200	
Art. 21. —	8.560	
Art. 22, § 2	1.000	
Art. 23. —	200	
Art. 24. —	1.500	
Art. 25. —	5.000	
Art. 29. —	1.000	
Division de la conservation foncière et du service topographique.		
Art. 30. —	11.800	
Art. 33. —	10.000	
Art. 34. —	6.000	
Art. 35. —	6.200	
TOTAL du chapitre 11	63.260	18.000
CHAPITRE 12.		
<i>Ministère du commerce, de l'artisanat, du tourisme et de la marine marchande.</i>		
Art. 1 ^{er} . —	2.300	
Art. 4. —	3.000	
Art. 5. —	3.800	
Art. 6. —	3.000	
Tourisme.		
Art. 8. —		12.000
TOTAL du chapitre 12	12.100	12.000
CHAPITRE 14.		
<i>Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.</i>		
Art. 1 ^{er} . —	20.000	
Art. 2. —	70.000	
Art. 3. —	46.000	
Art. 4. —	10.000	
Art. 5. —	20.000	
Art. 6. —	800	
TOTAL du chapitre 14	166.800	»
CHAPITRE 15.		
<i>Ministère du travail et des questions sociales.</i>		
Art. 3 :		
§ 1 ^{er}	4.360	
§ 2	10.000	
§ 3	1.000	
TOTAL du chapitre 15	15.360	»
CHAPITRE 16.		
<i>Ministère de la santé publique.</i>		
Art. 1 ^{er} . —	3.000	
Art. 2. —	23.000	
Art. 3. —	49.600	
Art. 4. —	44.000	
Art. 5. —	2.600	
Art. 6. —	23.000	
Art. 7. —	4.000	
Art. 8. —	10.000	
TOTAL du chapitre 16	159.200	»

CHAPITRE 18. <i>Secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports.</i>	CRÉDITS supplémentaires ouverts par le présent dahir	RÉDUCTION du montant des crédits précédemment ouverts
Art. 1 ^{er} . —	8.600	
Art. 2. —	20.000	
Art. 3. —	35.000	
Art. 5, § 1 ^{er}	15.000	
Art. 6. —	6.000	
Art. 8. —	1.000	
TOTAL du chapitre 18	85.600	»
TOTAL des crédits supplémentaires.	1.274.070	
TOTAL des réductions de crédits ..		73.400
NET en plus	1.200.670	

*
* *

TABLEAU B.

BUDGET ANNEXE DU PORT DE CASABLANCA.Deuxième partie. — *Budget extraordinaire.*Crédits de paiement supplémentaires.
(En milliers de francs.)

CHAPITRE UNIQUE.

Art. 1 ^{er} . —	62.380
Art. 2. —	»
TOTAL des prévisions supplémentaires de dépenses..	62.380

*
* *

TABLEAU C.

BUDGET ANNEXE DU PORT DE SAFI.Deuxième partie. — *Budget extraordinaire.*Crédits de paiement supplémentaires.
(En milliers de francs.)

CHAPITRE UNIQUE.

Art. 1 ^{er} . —	8.200
Art. 2. —	»
TOTAL des prévisions supplémentaires de dépenses..	8.200

*
* *

TABLEAU D.

BUDGET ANNEXE DU PORT DE PORT-LYAUTEY.Deuxième partie. — *Budget extraordinaire.*Crédits de paiement supplémentaires.
(En milliers de francs.)

CHAPITRE UNIQUE.

Art. 1 ^{er} . —	60.600
Art. 2. —	»
TOTAL des prévisions supplémentaires de dépenses..	60.600

TABLEAU E.

BUDGET ANNEXE DU PORT D'AGADIR.Deuxième partie. — *Budget extraordinaire.*Crédits de paiement supplémentaires.
(En milliers de francs.)

CHAPITRE UNIQUE.

Article unique	4.500
----------------------	-------

*
* *

TABLEAU F.

**BUDGET ANNEXE DU MINISTÈRE DES POSTES,
DES TÉLEGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES.**Deuxième partie. — *Budget extraordinaire.*Crédits de paiement supplémentaires.
(En milliers de francs.)

CHAPITRE UNIQUE.

Art. 1 ^{er} :	
§ 1 ^{er}	2.000
§ 2	10.000
§ 3	9.200
	<i>Radiodiffusion.</i>
Art. 9. —	860
Art. 10. —	2.360
Art. 11. —	3.600
TOTAL des prévisions supplémentaires de dépenses..	28.020

Décret n° 2-57-0347 du 12 ramadan 1376 (13 avril 1957) relatif à l'admission temporaire des sucres raffinés destinés à la fabrication de boissons apéritives à base de vin.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 16 chaoual 1340 (12 juin 1922) sur l'admission temporaire ;

Vu l'arrêté viziriel du 17 chaoual 1340 (13 juin 1922) portant réglementation de l'admission temporaire ;

Après avis du sous-secrétaire d'État aux finances et du sous-secrétaire d'État au commerce et à l'industrie,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le sucre raffiné peut être importé sous le régime de l'admission temporaire pour être utilisé à la fabrication, en vue de l'exportation, des vermouths et autres boissons apéritives à base de vin.

ART. 2. — Le sucre raffiné obtenu au Maroc avec des sucres bruts d'origine étrangère importés sous le régime de l'admission temporaire peut également bénéficier des dispositions du présent décret.

ART. 3. — L'utilisation des sucres susvisés aux fins considérées doit être effectuée en présence du service des douanes et impôts indirects qui prescrit les mesures de contrôle nécessaires, constate les quantités effectivement incorporées aux produits fabriqués et prélève les échantillons nécessaires aux contrôles ultérieurs.

ART. 4. — Les délais de réexportation sont fixés à six mois, à compter de la date de la vérification douanière, s'il s'agit de sucre importé ou de la date de la déclaration établie par application de l'article 2 ci-dessus s'il s'agit de sucre raffiné obtenu au Maroc.

ART. 5. — Les déclarations de sortie doivent rappeler les numéros et dates des acquits à caution d'admission temporaire concernant le sucre raffiné entrant dans la composition des produits présentés à l'exportation.

Elles doivent indiquer également les proportions de sucre incorporé ainsi que la quantité totale de sucre contenue dans ces produits et dont l'imputation en décharge des comptes d'admission temporaire est demandée.

ART. 6. — Les comptes d'admission temporaire sont déchargés, après détermination par le laboratoire officiel, de la composition des produits présentés à la sortie et constatation de leur identité avec les produits fabriqués en présence du service.

La teneur en sucre telle qu'elle est indiquée par le laboratoire officiel sert de base à la décision de l'administration en vue de la décharge des comptes. Cette décision est sans appel.

ART. 7. — Il n'est accordé aucun déchet de fabrication.

Fait à Rabat, le 12 ramadan 1376 (13 avril 1957).

BEKKAÏ.

Références :

Dahir du 16 chaoual 1340 (12-6-1922) (B.O. n° 506, du 4-7-1922, p. 1071) ;
Arrêté viziriel du 17 chaoual 1340 (13-6-1922) (B.O. n° 506, du 4-7-1922, p. 1072).

Décret n° 2-57-0373 du 14 ramadan 1376 (15 avril 1957) modifiant et complétant l'arrêté viziriel du 18 chaabane 1367 (26 juin 1948) fixant le régime de l'admission temporaire des alcools destinés à la fabrication de produits en vue de l'exportation.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu l'arrêté viziriel du 15 chaoual 1365 (11 septembre 1946) étendant le régime de l'admission temporaire aux alcools obtenus au Maroc et réservés à la fabrication de produits destinés à l'exportation ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 chaabane 1367 (26 juin 1948) fixant le régime de l'admission temporaire des alcools destinés à la fabrication de produits en vue de l'exportation,

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le deuxième alinéa de l'article 8 de l'arrêté viziriel du 18 chaabane 1367 (26 juin 1948) est modifié et complété comme suit :

« Article 8. — (2^e alinéa)

« En outre, pour tenir compte des déperditions d'alcool survenues en cours de fabrication, il est accordé, sur les alcools mis en œuvre, une déduction spéciale dont le taux et les conditions d'application sont fixés par arrêté du sous-secrétaire d'État aux finances. »

Fait à Rabat, le 14 ramadan 1376 (15 avril 1957).

BEKKAÏ.

Références :

Arrêté viziriel du 11-9-1946 (B.O. n° 1770, du 27-9-1946, p. 883) ;
— du 26-6-1948 (B.O. n° 1865, du 23-7-1948, p. 802).

Décret n° 2-57-0492 du 15 ramadan 1376 (16 avril 1957) fixant, pour l'année 1957, le périmètre d'application de la taxe urbaine dans les villes et centres, ainsi que la valeur locative à exempter de la taxe.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 15 chaoual 1336 (24 juillet 1918) portant réglementation de la taxe urbaine et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur, après avis du sous-secrétaire d'État aux finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le périmètre à l'intérieur duquel la taxe urbaine sera appliquée, à compter du 1^{er} janvier 1957, dans la ville de Settat et le centre d'Azrou est fixé ainsi qu'il suit :

Ville de Settat : périmètre délimité par le polygone ayant pour sommets :

- A. Angle est du cimetière européen ;
- B. Signal géodésique de Koudrya-Zriba ;
- C. Gotha située à 150 mètres des abattoirs municipaux ;
- D. Fondouq Ould Bacha Laaroussi ;
- E. Fort Loubet ;
- F. Gotha Ben Daho ;
- G. Borne kilométrique du kilomètre 2 de la route de Settat à Guicèr ;
- H. Marabout de Sidi Abdelkrim.

Centre d'Azrou : périmètre délimité par un liséré rouge sur le plan annexé à l'original du présent décret.

Le périmètre antérieurement défini pour les autres villes ou centres est maintenu sans changement.

ART. 2. — La valeur locative maximum des immeubles à exempter de la taxe par application des dispositions de l'article 4, paragraphe 6, du dahir susvisé du 15 chaoual 1336 (24 juillet 1918), telle qu'elle a été fixée par le décret n° 2-56-345 du 9 kaada 1375 (19 juin 1956), est maintenue pour l'année 1957.

Fait à Rabat, le 15 ramadan 1376 (16 avril 1957).

BEKKAÏ.

Arrêté du sous-secrétaire d'État aux finances du 27 avril 1957 pris pour l'application du dahir du 7 chaabane 1375 (20 mars 1956) modifiant le dahir du 27 jourmada II 1369 (15 avril 1950) autorisant le Gouvernement à émettre des bons d'équipement à deux, trois ou quatre ans.

LE SOUS-SECÉTAIRE D'ÉTAT AUX FINANCES,

Vu les dahirs des 27 jourmada II 1369 (15 avril 1950) et 7 chaabane 1375 (20 mars 1956) autorisant l'émission au Maroc de bons d'équipement à deux, trois ou quatre ans,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une deuxième tranche de bons d'équipement au titre de l'année 1957 sera émise du 6 au 11 mai 1957 par coupures au porteur de 10.000, 100.000, 1.000.000 et 5.000.000 de francs.

Ces bons seront endossables et pourront faire l'objet d'un barrement général ou spécial.

ART. 2. — Pour une valeur nominale de 10.000 francs ces bons d'équipement seront émis à 9.200 francs et remboursables au gré du porteur à :

- 10.000 francs le 6 mai 1959 ;
- 10.550 francs le 6 mai 1960 ;
- 11.250 francs le 6 mai 1961.

ART. 3. — Les souscriptions seront reçues en espèces, par chèques ou par virements.

ART. 4. — Les commissions de toute nature que le Gouvernement pourrait avoir à verser seront fixées par accord entre le sous-secrétaire d'État aux finances et l'établissement bancaire chargé des opérations.

Rabat, le 27 avril 1957.

ABDALLAH C. CHEFCHAOUNI.

Arrêté du ministre du travail et des questions sociales du 16 avril 1957 déterminant la composition des commissions paritaires de contrôle des bureaux publics de placement.

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DES QUESTIONS SOCIALES,

Vu l'arrêté viziriel du 5 rebia II 1364 (20 mars 1945) portant création d'une commission paritaire de contrôle auprès des bureaux publics de placement ;

Vu l'arrêté du directeur des travaux publics du 20 mars 1945 déterminant la composition des commissions paritaires de contrôle des bureaux publics de placement,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les commissions paritaires de contrôle des bureaux publics de placement sont composées ainsi qu'il suit :

Le gouverneur de la province ou de la préfecture ou le supercaïd, chef du territoire, ou le pacha le cas échéant, ou leur délégué, président ;

Un inspecteur du travail ;

Le chef du bureau de placement ;

Trois patrons ;

Trois salariés, dont deux ouvriers ayant au moins trois ans de pratique.

Les patrons et salariés sont désignés par le gouverneur ou le supercaïd, chef du territoire, ou le pacha les cas échéant, sur la proposition des organisations professionnelles ou syndicales.

Le responsable du bureau de placement assure les fonctions de secrétaire.

ART. 2. — L'arrêté directorial susvisé du 20 mars 1945 est abrogé.

Rabat, le 16 avril 1957.

ABDALLAH IBRAHIM.

Arrêté du ministre de l'agriculture du 27 mars 1957

fixant les conditions d'écoulement des vins de la récolte 1956 (4^e tranche).

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,

Vu l'arrêté viziriel du 2 jourmada II 1356 (10 août 1937) relatif au statut de la viticulture et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture du 29 décembre 1956 fixant les conditions d'écoulement des vins de la récolte 1956,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les producteurs sont autorisés à sortir de leurs chais, en vue d'être livrée à la consommation, à compter du 1^{er} avril 1957, une quatrième quantité de vin de la récolte 1956 égale au dixième du volume des vins libres de leur récolte, chaque récoltant pouvant expédier un minimum de 100 hectolitres.

ART. 2. — Le chef du bureau des vins et alcools est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 27 mars 1957.

Le ministre des travaux publics,
ministre de l'agriculture p.i..

M'HAMED DOURI.

Arrêté du sous-secrétaire d'État au commerce et à l'industrie du 11 avril 1957 relatif aux appareils extincteurs d'incendie.

LE SOUS-SECÉTAIRE D'ÉTAT AU COMMERCE ET À L'INDUSTRIE,

Vu le dahir du 18 jourmada I 1374 (12 janvier 1955) portant règlement sur les appareils à pression de gaz, notamment son article 5 :

Vu l'arrêté viziriel du 18 jourmada I 1374 (12 janvier 1955) fixant les taxes perçues à l'occasion des épreuves d'appareils à pression à gaz ;

Vu l'arrêté du directeur de la production industrielle et des mines du 13 janvier 1955 réglementant la construction et l'emploi des appareils à pression de gaz ;

Vu l'arrêté du directeur de la production industrielle et des mines du 14 janvier 1955 fixant certaines modalités d'application du dahir du 18 jourmada I 1374 (12 janvier 1955) portant règlement sur les appareils à pression de gaz.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont soumis aux prescriptions du présent arrêté les appareils extincteurs d'incendie d'une capacité au moins égale à cinq litres et fonctionnant sous pression.

ART. 2. — Les appareils extincteurs d'incendie sont classés en trois catégories :

Première catégorie : appareils autogénérateurs de pression ;

Deuxième catégorie : appareils à générateur auxiliaire de pression ;

Troisième catégorie : appareils constitués par une capacité sous pression permanente de gaz.

ART. 3. — Tout appareil devra comporter une chambre d'expansion du gaz au moins égale au dixième du volume total de l'appareil. Toutes indications utiles à cet effet devront être inscrites sur l'appareil.

Tout extincteur d'une capacité supérieure à quinze litres devra être muni d'une soupape de sûreté ou d'un dispositif indéréglable limitant la pression intérieure aux deux tiers de la pression d'épreuve.

ART. 4. — Pour les appareils des deux premières catégories, la valeur de la pression d'épreuve est ainsi fixée :

1^{er} appareils autogénérateurs de pression : 15 hectopièzes ;

2^o appareils à générateur auxiliaire de pression : 18 hectopièzes.

Les appareils de la troisième catégorie et les capacités auxiliaires d'appareils de la deuxième catégorie seront éprouvés à une pression correspondant à la nature du produit contenu conformément aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté du 14 janvier 1955 susvisé.

ART. 5. — Pour les appareils de la troisième catégorie et les capacités auxiliaires d'appareils de la troisième catégorie, la réépreuve périodique ne sera exigible qu'à l'occasion du premier rechargement faisant suite à l'expiration du délai normal de réépreuve prévu à l'article 8 de l'arrêté précité du 14 janvier 1955.

Rabat, le 11 avril 1957.

AHMED LYAZIDI.

TEXTES PARTICULIERS

Dahir n° 1-56-323 du 7 chaabane 1376 (9 mars 1957) portant approbation de la convention de gérance de la distribution publique d'eau dans la ville d'Agadir.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne.

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} jourmada I 1348 (5 octobre 1929) confiant à la R.E.I., à compter du 1^{er} janvier 1930, l'exploitation des services publics de distribution d'eau dans divers centres et municipalités, dont Agadir ;

Vu l'arrêté viziriel du 3 rebia II 1337 (4 janvier 1919) sur la comptabilité municipale ;

Vu l'avis émis par la commission municipale, dans sa séance plénière du 3 novembre 1955 ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur, après avis du ministre des travaux publics et du sous-secrétaire d'État aux finances,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Est approuvé, tel qu'il est annexé à l'original du présent dahir, le contrat de gérance de la distribution publique d'eau dans la ville d'Agadir, passé le 7 août 1956, entre, d'une part, le pacha de la ville d'Agadir, agissant au nom et pour le compte de cette ville et, d'autre part, la Régie des exploitations industrielles représentée par M. Giran Albert en vertu des pouvoirs à lui conférés par son conseil d'administration.

Fait à Rabat, le 7 chaabane 1376 (9 mars 1957).

Enregistré à la Présidence du conseil,
le 7 chaabane 1376 (9 mars 1957) :

BEKKAÏ.

Dahir n° 1-57-114 du 25 chaabane 1376 (27 mars 1957) reconnaissant d'utilité publique l'association dite « Le Foyer de la jeune marocaine — Dar Mouallima », dont le siège est à Casablanca.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Yousséf)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 28 jourmada II 1332 (24 mai 1914) sur les associations et les dahirs qui l'ont modifié ou complété et notamment ses articles 10 et 11 ;

Vu la demande par laquelle la présidente de l'association dénommée « Le Foyer de la jeune marocaine — Dar Mouallima », dont le siège est à Casablanca, a sollicité la reconnaissance d'utilité publique de ce groupement ;

Vu les statuts de cette association ;

Vu les résultats de l'enquête administrative à laquelle il a été procédé,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — L'association dite « Le Foyer de la jeune marocaine — Dar Mouallima », est reconnue d'utilité publique.

ART. 2. — Cette association pourra posséder les biens, meubles ou immeubles, nécessaires à l'accomplissement de ses buts et de l'œuvre qu'elle se propose et dont la valeur totale est actuellement fixée à la somme de cinquante millions, cette quotité étant révisable dans les conditions prévues par l'article 2 du dahir précité.

Fait à Rabat, le 25 chaabane 1376 (27 mars 1957).

Enregistré à la présidence du conseil,
le 25 chaabane 1376 (27 mars 1957) :

BEKKAÏ.

Décret n° 2-57-0419 du 10 ramadan 1376 (11 avril 1957) déclassant du domaine public une parcelle de terrain située au carrefour de la route secondaire n° 111 (des Roches-Noires aux Oulad-Hamimoun) avec l'allée des Mûriers, constituant une partie de l'ancienne emprise de la route secondaire n° 111, et en autorisant la cession à titre onéreux.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 24 jourmada I 1375 (6 janvier 1956) relatif aux pouvoirs du président du conseil ;

Vu le dahir du 7 chaabane 1332 (1^{er} juillet 1914) sur le domaine public et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics, après avis du sous-secrétaire d'État aux finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclassée du domaine public et incorporée au domaine privé de l'État chérifien, une parcelle de terrain de 45 centiares constituant une partie de l'ancienne emprise de la route n° 111 (des Roches-Noires aux Oulad-Hamimoun) et l'allée des Mûriers, en bordure de la propriété de M. Mira-Auler portant le titre foncier n° 32357 C.

Cette parcelle est figurée par une teinte rose sur le plan au 1/200 annexé à l'original du présent décret.

ART. 2. — Est autorisée la cession de la parcelle déclassée à M. Mira-Auler, 174, boulevard de Lattre-de-Tassigny, à Casablanca, au prix de cinquante-quatre mille francs (54.000 fr.).

ART. 3. — Le ministre des travaux publics et le sous-secrétaire d'État aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 10 ramadan 1376 (11 avril 1957).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-57-0411 du 12 ramadan 1376 (13 avril 1957) autorisant la cession de gré à gré d'une parcelle du domaine privé de la ville de Mazagan à l'État chérifien.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 15 jourmada II 1335 (8 avril 1917) sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 17 safar 1340 (19 octobre 1921) sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} jourmada I 1340 (31 décembre 1921) déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'avis émis par la commission municipale, au cours de sa séance du 1^{er} décembre 1955 ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur, après avis du sous-secrétaire d'État aux finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la cession de gré à gré par la ville de Mazagan à l'État chérifien d'une parcelle de terrain d'une superficie approximative de deux mille deux cent trente-deux mètres carrés (2.232 m²), telle qu'elle est figurée par une teinte rose sur le plan annexé à l'original du présent décret, dépendant de la propriété dite « Extension du camp Kieffer », objet du titre foncier n° 2481 Z., sise à Mazagan, avenue du Général-Moinier.

ART. 2. — Cette cession sera réalisée au prix global de quatre millions deux cent quarante mille huit cents francs (4.240.800 fr.).

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville de Mazagan sont chargées de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 12 ramadan 1376 (13 avril 1957).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-57-0381 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) déclarant d'utilité publique la construction d'un centre d'émission de T.S.F. à Rabat et frappant d'expropriation la parcelle de terrain nécessaire à cette fin.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 26 joumada II 1370 (3 avril 1951) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte du 14 septembre au 8 décembre 1956 ;

Sur la proposition du sous-secrétaire d'État aux finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique la construction d'un centre d'émission de T.S.F. à Rabat.

ART. 2. — En conséquence est frappée d'expropriation une parcelle de terrain d'une superficie approximative de quinze hectares quatre-vingt-dix ares (15 ha. 90 a.), à distraire de la propriété dite « Bled Miloudi », réquisition d'immatriculation n° 3519 R., telle que cette parcelle est délimitée par un liséré rouge au plan annexé à l'original du présent décret, et dont les propriétaires indivis présumés sont désignés au tableau ci-dessous :

NUMERO d'ordre	NOM DES PROPRIÉTAIRES PRÉSUMÉS	ADRESSE	PROPORTIONS PRÉSUMÉES de chacun
1	El Hosseïn ben Miloudi Benachèr.	Douar Maadid (3 ^e arrondissement), Rabat.	65/92.928
2	Larbi ben Miloudi ben Benachèr.	id.	56/92.928
3	Bouabid ben Miloudi ben Benachèr.	id.	56/92.928
4	Hadehoum bent Miloudi ben Benachèr.	id.	1.547/92.928
5	Fatna bent Miloudi ben Benachèr.	id.	1.547/92.928
6	Meriem bent Miloudi ben Benachèr.	id.	1.547/92.928
7	Aïcha bent Miloudi ben Benachèr.	id.	707/92.928
8	Thami ben Miloudi ben Benachèr.	id.	3.094/92.928
9	Abdelkadèr ben Miloudi ben Benachèr.	id.	56/92.928
10	Ahmed ben Miloudi ben Benachèr.	id.	1.737/92.928
11	Hadj Bouchaïb ben Tibari ben Kaddour.	7, rue Sid-Ahmed-ben-Ali-el-Gza, Rabat.	1.195/92.928
12	Si Tahar ben Benaïssa Sbit.	Rue Sania-Bouameur-Féniche, n° 6, Rabat.	434/92.928
13	Si El Hadj Boubekèr ben Hadj Ahmed bel Koura.	Avenue de la Victoire, Rabat.	2.365/92.928
14	Si Hadj Mohamed ben Ahmed ben Ali.	Avenue de Temara, Rabat.	707/92.928
15	Si El Hadj Mohamed ben El Hadj Mohamed ben Omar.	Quartier de l'Océan, Rabat.	
16	Si Hadj Mohamed ben Ahmed ben Ali.	Avenue de Temara, Rabat.	6.322/9.664.512
17	Si El Hadj Mohamed Omar.	Quartier de l'Océan, Rabat.	434/92.928
18	Abdennebi ben Jilali.	Douar Maadid, Rabat.	11.710/92.928
19	Si Dakka Mohamed ben El Mahjoub.	19, rue de Tanger, Rabat.	434/92.928
20	Si Boubekèr ben El Hadj Thami el Haji.	Impasse Sidi-Larbi-ben-Saih, boulevard El-Alou, Rabat.	3.198/92.928
21	Si Hadj Abdelhouid ben Hadj Larbi Mouline.	8, rue Sidi-Fatah, Rabat.	
22	Meriem bent Mileudi.	Douar Maadid, Rabat.	458/92.928
23	Khedija bent Keroun.	id.	193/92.928
24	Driss ben Hamou ben Miloudi.	id.	386/92.928
25	Drissia bent Hamou ben Miloudi.	id.	386/92.928
26	Mohamed ben Hamou ben Miloudi.	id.	386/92.928
27	El Hadj ben Hamou ben Miloudi.	id.	386/92.928
28	Benachèr ben Hamou ben Miloudi.	id.	386/92.928
29	Yamna bent Hamou ben Miloudi.	id.	193/92.928
30	Mahjoubia bent Hamou ben Miloudi.	id.	193/92.928
31	Hamou ben Hamou ben Miloudi.	id.	386/92.928
32	Si Tahar ben Omar Regragui.	Derb Moulav-Abdallah, n° 21, Rabat.	1.056/92.928
33	Mohamed ben Mohamed.	Douar Maadid, Rabat.	6.160/92.928
34	Ghita bent Abdelkadèr Guessous.	id.	57.904/5.203.968
35	Bahiza bent Abdelaziz ben El Madani.	id.	57.904/5.203.968
36	Khadija bent Abdelaziz ben El Madani.	id.	57.904/5.203.968
37	Meriem bent Abdelaziz ben El Madani.	id.	57.904/5.203.968
38	Abdelatif ben Abdelaziz ben El Madani.	id.	116.678/5.203.968
39	Aïcha bent Abdelaziz ben El Madani.	id.	57.904/5.203.968
40	Ghita bent Abdelaziz ben El Madani.	id.	57.904/5.203.968
41	Menana bent Si Bouchaïb.	id.	352/92.928
42	Mohamed ben Hadj Larbi Khalès.	id.	2.464/92.928
43	Mohamed ben Rahal.	id.	
44	Hosseïn ben Mohamed ben Rahal.	id.	
45	Touhami ben Mohamed ben Rahal.	id.	
46	M'Hamed ben Mohamed ben Rahal.	id.	
47	Maati ben Mohamed ben Rahal.	id.	
48	Salah ben Mohamed ben Rahal.	id.	3.520/92.928
49	Kebira ben Mohamed ben Rahal.	id.	
50	Chelha ben Mohamed ben Rahal.	id.	
51	Zohra ben Mohamed ben Rahal.	id.	
52	Moulay Ali ben Omar el Alaoui.	Douar Akkari, Bled Hassani, n° 66, Rabat.	1.408/92.928
53	Si El Hadj Mekki ben Taïbi Bendouro.	17, rue Emile-Zola, Rabat.	4.374/92.928
54	Meyer Georges.	4, rue Coli, Rabat.	6.544/92.928
55	Si Abdelkrim ben Choukroun.	171, rue Monge, Rabat.	868/92.928

NUMERO d'ordre	NOM DES PROPRIÉTAIRES PRÉSUMÉS	ADRESSE	PROPORTIONS PRÉSUMÉES de chacun
56	Si Mohamed ben Choukroun.	4, rue du Siam, Rabat.	434/92.928
57	Daniel Selim Georges.	14, rue de Versailles, Rabat.	868/92.928
58	Daniel Félix.	id.	868/92.928
59	Daniel Lucien.	id.	868/92.928
60	Daniel Robert.	id.	868/92.928
61	Si Hadj Abdelhouid ben Hadj Larbi Mouline.	8, rue Sidi-Fatah, Rabat.	868/92.928
62	Si Hadj Fatma ben Larbi Baïma.	34, rue Cherratine, Salé.	868/92.928
63	Oum Keltoum bent Hadj Larbi Mouline.	8, rue Sidi-Fatah, Rabat.	868/92.928
64	Fatma bent Bouazza dite « Sekta ».	Douar Maadid, Rabat.	1.760/92.928
65	Bouazza ben Larbi ben Jilali.	id.	3.520/92.928
66	Jilani ben Larbi ben Jilali.	id.	3.696/92.928
67	Fatma bent Larbi ben Jilali.	id.	2.464/92.928
68	Si Hassan ben M'Hamed Mouline.	Derb El-Bir, n° 10, rue El-Gza, Rabat.	1.232/92.928
69	Si Hadj Ahmed ben El Haj Boubekèr bel Kora.	Avenue de Temara, Rabat.	12.595.596/47.923.200
70	Si Mohamed ben El Haj Boubekèr Belkora.	id.	10.199.436/47.923.200
71	Si Abderrahman ben El Hadj Boubekèr Belkora.	id.	8.240.972/47.923.200
72	Si M'Hamed ben El Haj Boubekèr Belkora.	id.	7.803.276/47.923.200
73	Si Abdelhak ben El Haj Boubekèr Belkora.	id.	6.365.580/47.923.200
74	Si Jamal ed Dine ben Boubekèr Belkora.	id.	859/47.923.200
75	Si Mohamed Ali ben Haj Ahmed ben Haj Boubekèr Belkora.	id.	859/47.923.200
76	Hadj Lahcèn ben Ali el Ghachani.	18, rue de Rennes, Rabat.	868/92.928
77	Ahmed bel Hadj Hanafi	28, rue Souïka, Rabat.	
78	Isaac ben Elkaïm.	13, rue du Capitaine-Petitjean, Rabat.	73/360
79	M ^{me} veuve Joseph Benchaya.	Boulevard Moinier, Rabat.	
80	Benchaya Raphaël.	Souk Sebbat, Rabat.	Non déterminées.
81	Amzallag Élie.	id.	
82	Biton Mardochee.	id.	Non déterminées.
83	Azagoury Joseph.	14, rue du Tonkin, Rabat.	
84	Mohamed ben Mehrej.	Relieur au service topographique, Rabat.	4/32
85	Hammou ben Ali ben Belayd Tadlaoui.	Douar Maadid, Rabat.	
86	Hadj Mohamed ben Larbi Fenjiro.	25, rue Ismaïl-Hamet, Rabat.	4/32
87	Abdelkadèr ben Hammou ben Ali ben Belayd Tadlaoui.	Douar Maadid, Rabat.	
88	Fatna bent Hammou, épouse de M'Barak ben Tounsi Doukkali.	34, rue Derkaoui, Rabat.	Non déterminées.
89	Abderrahim ben Abdelkrim Frej.	Rue Bouïba, Rabat.	4/32
90	Pandolfino Raphaël.	54, avenue Foch, Rabat.	
91	Abderrazak ben Ahmed Guedira.	Avenue de Temara, Rabat.	Non déterminées.

ART. 3. — Le chef du service des domaines est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 9 ramadan 1376 (10 avril 1957).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-57-0467 du 12 ramadan 1376 (13 avril 1957) portant suppression de la Société marocaine de prévoyance (So.Ma.P.) de Missour et modifiant la dénomination et la composition de la Société marocaine de prévoyance (So.Ma.P.) de Boulemane—Imouzzèr-des-Marmoucha.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 9 chaabane 1346 (12 février 1928) sur les So.Ma.P. et les textes qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 9 kaada 1346 (30 avril 1928) portant création de la So.Ma.P. de Missour, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 3 kaada 1370 (7 juillet 1951) ;

Vu l'arrêté viziriel du 22 chaoual 1371 (15 juillet 1952) portant création de la So.Ma.P. de Boulemane—Imouzzèr-des-Marmoucha,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté viziriel susvisé du 9 kaada 1346 (10 avril 1928) portant création de la So.Ma.P. de Missour est abrogé. La So.Ma.P. de Missour est supprimée et ses trois sections sont incorporées dans la So.Ma.P. de Boulemane—Imouzzèr-des-Marmoucha.

ART. 2. — L'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 22 chaoual 1371 (15 juillet 1952) est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 2. — Il est créé, à la date du 1^{er} juillet 1956, une « So.Ma.P. dénommée « So.Ma.P. de Boulemane », dont le siège est à Boulemane, et qui se subdivise en huit sections :

- « Section des Aït-Youssi-du-Guigou ;
- « — des Aït-Youssi-d'Engil ;
- « — des Aït-Serhouchèn-de-Sidi-Ali ;
- « — des Marmoucha ;
- « — des Aït-Youb ;
- « — des Oulad-Kraoua—Ahl-Missour—Igli ;
- « — des Aït-Ali—Aït-Hamou-Ahl-Tsiouant ;
- « — des Chorfas-de-Ksabi. »

ART. 3. — L'actif et le passif, arrêtés à la date du 30 juin 1956, des huit sections mentionnées ci-dessus, formeront l'actif et le passif de la So.Ma.P. de Boulemane dans laquelle ces sections se trouvent incorporées.

ART. 4. — Le ministre de l'intérieur, le sous-secrétaire d'État aux finances et le ministre de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 12 ramadan 1376 (13 avril 1957).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-57-446 du 15 ramadan 1376 (16 avril 1957) déclarant d'utilité publique l'aménagement et le lotissement d'un secteur d'habitat à Port-Lyautey et frappant d'expropriation les propriétés nécessaires à cette fin.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 26 jourmada II 1370 (3 avril 1951) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte du 13 juillet au 15 septembre 1956 ;

Sur la proposition du sous-secrétaire d'État aux finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarés d'utilité publique l'aménagement et le lotissement d'un secteur d'habitat à Port-Lyautey.

ART. 2. — En conséquence, sont frappées d'expropriation les propriétés mentionnées au tableau ci-dessous et délimitées par un liseré rouge sur le plan annexé à l'original du présent décret :

NUMÉRO d'ordre	NOM DE LA PROPRIÉTÉ	NUMÉRO du titre foncier	SUPERFICIE approximative	NOM ET ADRESSE DES PROPRIÉTAIRES PRÉSUMÉS
1	« Dahmane II ».	11296 R. (1 ^{re} parcelle).	HA. A. CA. 88 57	M. Perrin Michel, demeurant boulevard Pierre-de-Serbie, à Port-Lyautey.
2	Parcelle à distraire de la propriété dite « Bled Bensekkidj ».	14049 R. (partie).	1 00 00	M. Perrin Michel, demeurant boulevard Pierre-de-Serbie, à Port-Lyautey.
3	« Ouled Borgel III ».	9318 R. (1 ^{re} parcelle).	68 35	M. Samain Hilaire, demeurant rue des Saints-Pères, à Paris.
4	« Dahmane I ».	16047 R.	5 72 70	Appartenant indivisément et sans proportions déterminées à : 1° Benacher ben Si Larbi ; 2° Tayeb ben Si Larbi ; 3° Kamela bent Si Larbi ; 4° Zohra bent Si Larbi ; 5° Lahcèn ben El Ghazi ; 6° Meriem bent El Ghazi ; 7° Tamou bent Ahmed ben Taïeb ; 8° Rahma bent Djillali ; 9° Abdelkadèr ben Dahane ; 10° Touhami ben Dahane ; 11° Mohamed ben M'Hamed Djilali ; 12° El Djilali ben M'Hamed Djilali ; 13° Yamina bent M'Hamed Djilali ; 14° Rekia bent Si Mohamed el Mezzouari ; 15° Tamou bent Touhami ben Djilali ; 16° Rahma bent Touhami ben Djilali ; 17° Hajjaj ben Mohamed ben Jillani ; 18° Ahmed ben Mohamed ben Jillani ; 19° Jillani ben Mohamed ben Jillani ; 20° Dahmane ben M'Bark ben Larbi ben Raïs ; 21° Boussselham ben M'Bark ben Larbi ben Raïs ; 22° Milouda bent M'Bark ben Larbi ben Raïs ; 23° Thamou ou « Tour » bent M'Bark ben Larbi ben Raïs ; 24° Ghennou bent M'Bark ben Larbi ben Raïs ; 25° Abdeslem ben M'Bark ben Larbi ben Raïs ; 26° Ahmida bent M'Bark ben Larbi ben Raïs ; 27° Fatma bent El Fqih ; 28° Mohamed ben Hadj ben Allal el Kholti ; 29° Lahcèn ben Hadj ben Allal el Kholti ; 30° El Ghazi ben Hadj ben Allal el Kholti ; 31° Rahma bent Hadj ben Allal el Kholti ; 32° Naïmia ben Hadj ben Allal el Kholti ; 33° Mohamed ben El Fqih ben Bouazza ; 34° Lahcèn ben El Fqih ben Bouazza ; 35° El Hachemi ben Mohamed ben Saïd ; 36° Cheikh Moussa ben Assal ; 37° Lahcèn ben Mohamed Sahbraoui ; 38° Zohra bent Abdeslem el Bouchti, tous demeurant au douar Oulad-Borgel, tribu des Menasra, Port-Lyautey ; 39° Si Ahmed ben Hadj Driss Slaoui ; 40° Si Abderrahmane ben Hadj Driss Slaoui, tous demeurant 157, rue Moulay-Youssef, à Port-Lyautey.
5	« Timata ».	12460 R.	3 33 00	1° Si Ahmed ben Hadj Driss Slaoui pour 1/2 ; 2° Si Abderrahmane ben Hadj Driss Slaoui pour 1/2, demeurant tous deux rue Moulay-Youssef, n° 157, à Port-Lyautey.

ART. 3. — Le chef du service des domaines est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 15 ramadan 1376 (16 avril 1957).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-57-0346 du 14 ramadan 1376 (15 avril 1957) autorisant un échange immobilier avec soulte entre la municipalité de Settât et l'Etat chérifien.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 15 jourmada II 1335 (8 avril 1917) sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 17 safar 1340 (19 octobre 1921) sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} jourmada I 1340 (31 décembre 1921) déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'avis émis par la commission municipale, au cours de sa séance du 13 juillet 1954 ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur et du sous-secrétaire d'Etat aux finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé l'échange immobilier défini ci-dessous entre la ville de Settât et l'Etat chérifien :

1° La ville de Settât cède à l'Etat chérifien une parcelle de terrain d'une superficie de huit cent soixante mètres carrés (860 m²) environ, faisant partie du titre foncier n° 3384 D. et de la villa y édifiée, telles qu'elles sont figurées par une teinte jaune sur le plan annexé à l'original du présent décret ;

2° L'Etat chérifien cède à la ville de Settât :

a) une maison d'habitation sise rue Robert-Naves, édifiée sur un terrain municipal faisant partie du titre foncier n° 3384 D., telle qu'elle est figurée par une teinte verte sur le plan annexé à l'original du présent décret ;

b) une parcelle de terrain d'une superficie de huit cent vingt mètres carrés (820 m²) environ, sise avenue Maunoury, angle rue Robert-Naves, telle qu'elle est figurée par une teinte rose sur le plan annexé à l'original du présent décret.

ART. 2. — Cet échange donnera lieu au paiement par l'Etat chérifien d'une soulte de quatre cent soixante-dix-neuf mille quatre cents francs (479.400 fr.) au profit de la ville de Settât.

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville de Settât et le chef du service des domaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 14 ramadan 1376 (15 avril 1957).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-57-447 du 15 ramadan 1376 (16 avril 1957) déclarant d'utilité publique la création d'un bureau de postes, télégraphes et téléphones à Fès, quartier Fekkharine, et frappant d'expropriation la propriété nécessaire à cette fin.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 26 jourmada II 1370 (3 avril 1951) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte du 10 août au 12 octobre 1956 ;

Sur la proposition du sous-secrétaire d'Etat aux finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique la création d'un bureau de postes, télégraphes et téléphones à Fès, quartier Fekkharine.

ART. 2. — En conséquence, est frappée d'expropriation la propriété non immatriculée, d'une superficie approximative de 1.056 mètres carrés, sise boulevard de Bab-Khoukha, à Fès, délimitée par un liséré rouge sur le plan annexé à l'original du présent décret et présumée appartenir dans l'indivision à :

1° Hadj Abdeslam Sfaïra, rue Douh, derb Ziat, quartier du Batha, Fès-Médina ;

2° Hadj Mohamed ben Hadj Tahar Sfaïra, derb Bouhaj, quartier Lemtyine, Fès-Médina ;

3° Lalla Yasmina, veuve de Si Hadj Tahar Sfaïra ;

4° Lalla Ftouma bent Hadj Tahar Sfaïra ;

5° Lalla Zineb bent Hadj Tahar Sfaïra ;

6° Lalla Hassania bent Hadj Tahar Sfaïra ;

7° Lalla Touria bent Hadj Tahar Sfaïra,

Ces cinq dernières demeurant chez Si Hadj Mohamed ben Tahar Sfaïra, derb Bouhaj, quartier Lemtyine, Fès-Médina ;

8° Zohr bent Mehdi Sfaïra, épouse Agoumi el Abed ;

9° Zoubida bent Mehdi Sfaïra, épouse Hamoudi ;

10° Radia bent Mehdi Sfaïra, épouse Benani Ahmed,

Ces trois dernières demeurant chez Si Agoumi el Abed, derb Guerrouaoua, n° 105, Fès-Médina ;

11° Moulay Ahmed ben Abdallah Tahari, derb Mitter-Talaa-Kbira, n° 16, Fès-Médina ;

12° Lalla Rhita Taharia, épouse Taïeb Mekouar, khalifa du Pacha, quartier Ras-Jenan, Fès-Médina ;

13° Mohamed ben Moulay Ali ben Driss Tahari, derb Mokhfia, Fès-Médina ;

14° Thor bent Mohamed Chami, veuve Moulay Ali ben Driss Tahari, demeurant également Bab-Mokhfia, Fès-Médina ;

15° Mohamed ben Brahim Ouazzani, derb Bouhaj, quartier Lemtyine, Fès-Médina.

ART. 3. — Le chef du service des domaines est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 15 ramadan 1376 (16 avril 1957).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-57-0336 du 16 ramadan 1376 (17 avril 1957) autorisant un échange immobilier avec soulte entre la ville de Marrakech et l'Etat chérifien.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 15 jourmada-II 1335 (8 avril 1917) sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 17 safar 1340 (19 octobre 1921) sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} jourmada I 1340 (31 décembre 1921) déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'avis de la commission municipale de Marrakech, au cours de sa séance du 9 novembre 1955 ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur et du sous-secrétaire d'Etat aux finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé l'échange immobilier avec soulte défini ci-après entre la ville de Marrakech et l'Etat chérifien :

1° la ville de Marrakech cède à l'Etat chérifien une parcelle de terrain de trois mille soixante et onze mètres carrés (3.071 m²) environ, sise au djenan El-Afia, faisant partie de la propriété dite « Domaine privé municipal LXXV », titre foncier n° 13255 M., telle que cette parcelle est délimitée par un liséré rouge sur le plan annexé à l'original du présent décret ;

2° l'Etat chérifien cède à la ville de Marrakech deux parcelles de terrain d'une superficie de huit cent quatre-vingt-onze mètres carrés (891 m²), parcelle A, et trois cent quatre-vingt-trois mètres carrés (383 m²), parcelle B, environ, sises à Marrakech, djenan El-Afia, faisant partie de la propriété dite « Domaine privé municipal XXXXVII », titre foncier n° 9627 M., telles que ces parcelles sont délimitées par un liséré jaune sur le plan annexé à l'original du présent décret.

ART. 2. — Cet échange donnera lieu au paiement d'une soulte de un million quatre cent trente-sept mille six cents francs (1.437.600 fr.) au profit de la ville de Marrakech.

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville de Marrakech et le chef du service des domaines sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 16 ramadan 1376 (17 avril 1957).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-57-0412 du 16 ramadan 1376 (17 avril 1957) autorisant la cession de gré à gré par la ville d'Oujda à l'Etat chérifien d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 15 jourmada II 1335 (8 avril 1917) sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 17 safar 1340 (19 octobre 1921) sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} jourmada I 1340 (31 décembre 1921) déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu la délibération de la commission municipale, au cours de sa séance du 1^{er} décembre 1955 ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur, après avis du sous-secrétaire d'Etat aux finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la cession de gré à gré par la ville d'Oujda à l'Etat chérifien, d'une parcelle de terrain de deux mille cinq cent trente-six mètres carrés (2.536 m²), à distraire de la propriété dite « Domaine Galvès », titre foncier n° 1199, sise à proximité de la route de Berguent, quartier de l'Oued-Nachef, telle, au surplus, qu'elle est figurée par une teinte rose sur le plan annexé à l'original du présent décret.

ART. 2. — Cette cession sera réalisée au prix de 500 francs le mètre carré, soit pour la somme globale de un million deux cent soixante-huit mille francs (1.268.000 fr.).

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville d'Oujda sont chargées de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 16 ramadan 1376 (17 avril 1957).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-57-0443 du 16 ramadan 1376 (17 avril 1957) classant au domaine public municipal de la ville de Casablanca une parcelle de terrain du domaine public maritime de l'Etat chérifien sise aux abords du port de Casablanca.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 24 jourmada I 1375 (6 janvier 1956) relatif aux pouvoirs du président du conseil ;

Vu le dahir du 7 chaabane 1332 (1^{er} juillet 1914) sur le domaine public et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 17 safar 1340 (19 octobre 1921) sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} jourmada I 1340 (31 décembre 1921) déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics, après avis du ministre de l'intérieur et du sous-secrétaire d'Etat aux finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est classée au domaine public de la ville de Casablanca une parcelle de terrain du domaine public maritime de l'Etat chérifien, d'une superficie de 4 a. 45 ca., sise aux abords

du port de Casablanca, figurée par une teinte rouge sur le plan annexé à l'original du présent décret, à distraire du titre foncier n° 974 C., inscrite au sommier des biens du domaine public de la province de Casablanca sous le numéro 2327.

ART. 2. — La remise de cette parcelle à la ville de Casablanca aura lieu dans les formes prescrites par l'arrêté viziriel susvisé du 1^{er} jourmada I 1340 (31 décembre 1921).

Fait à Rabat, le 16 ramadan 1376 (17 avril 1957).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-57-0486 du 16 ramadan 1376 (17 avril 1957) déclarant d'utilité publique la création d'une nouvelle m'çalla à Oujda et frappant d'expropriation les terrains nécessaires à cet effet.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 15 jourmada II 1335 (8 avril 1917) sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 26 jourmada II 1370 (3 avril 1951) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire ;

Vu les résultats de l'enquête de *commodo et incommodo* ouverte du 3 février au 6 avril 1956 aux services municipaux d'Oujda ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique la création d'une nouvelle m'çalla à Oujda.

ART. 2. — Sont, en conséquence, frappés d'expropriation les terrains nécessaires à cet effet, tels qu'ils sont figurés par une teinte rose sur le plan annexé à l'original du présent décret et désignés au tableau ci-après :

NUMÉRO des parcelles	NOM ET ADRESSE des propriétaires présumés	NUMÉRO du titre foncier	SUPERFICIE approximative
1	Azencot David	T.F. n° 554.	2 ha. 26 a. (terrain de culture).
2	Azencot David.	T.F. n° 556.	1 ha. 74 a. (terrain de culture).

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville d'Oujda sont chargées de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 16 ramadan 1376 (17 avril 1957).

BEKKAÏ.

RÉGIME DES EAUX.

Avis d'ouverture d'enquête.

Par arrêté du ministre des travaux publics du 9 avril 1957 une enquête publique est ouverte du 6 mai au 6 juin 1957, dans le cercle de Fès-Banlieue, à Fès, sur le projet de prise d'eau par pompage dans la seguia Sidi-Boubekèr pour un moulin à mouture, au profit de M. Abdallah ben Ahmed el Haj, douar El-Hchelfa (cercle de Fès-Banlieue).

Le dossier est déposé dans les bureaux du cercle de Fès-Banlieue, à Fès.

*
* *

Par arrêté du ministre des travaux publics du 10 avril 1957 une enquête publique est ouverte du 6 mai au 6 juin 1957, dans le cercle de Tissa, à Tissa, sur le projet de prise d'eau par pompage

dans l'oued Innaouèn, au profit du Cheikh Mohamed ben M'Hamed el Kaal (cercle de Tissa).

Le dossier est déposé dans les bureaux du cercle de Tissa, à Tissa.

* * *

Par arrêté du ministre des travaux publics du 10 avril 1957 une enquête publique est ouverte du 6 mai au 6 juin 1957, dans le cercle de Tissa, à Tissa, sur le projet de prise d'eau par pompage dans l'oued Innaouèn, au profit de M. Driss ben M'Hamed Barka (cercle de Tissa).

Le dossier est déposé dans les bureaux du cercle de Tissa, à Tissa.

Rejets de demandes de renouvellement de permis de recherche.

Par décision du chef du service des mines du 10 avril 1957 est rejetée la demande de renouvellement du permis de recherche n° 1270, appartenant à M. Louis-Robert Meaudré de Sugny.

Ce permis sera annulé à la date du présent *Bulletin officiel*.

* * *

Par décision du chef du service des mines du 24 avril 1957 est rejetée la demande de renouvellement du permis de recherche n° 12785, appartenant à M. Moulay el Hassan ben Moulay el Ghali.

Ce permis sera annulé à la date du présent *Bulletin officiel*.

Service postal à Tanger.

Par arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones du 17 avril 1957 une recette de 3^e classe a été créée le 1^{er} mai à Tanger, rue de l'Amérique du Sud.

Ce nouvel établissement, qui est dénommé Tanger-Socco, participe à toutes les opérations postales, télégraphiques et téléphoniques, ainsi qu'aux services des mandats, des pensions et de la caisse d'épargne.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis aux importateurs n° 707.

Accord commercial avec la Pologne.

Le présent avis a pour objet de déterminer les modalités de répartition des contingents d'importation repris à l'accord commercial conclu avec la Pologne et publié au *Bulletin officiel* n° 2309, du 25 janvier 1957.

Ne sont pas mentionnés dans les listes ci-après les contingents répartis par les ministères et services techniques en fonction des besoins exprimés par les importateurs et utilisateurs industriels ou agricoles lors de l'élaboration de ce programme d'importation.

Règles générales : les importateurs intéressés par les contingents doivent formuler leurs demandes d'attribution de crédit, par lettres établies sur papier libre, appuyées de factures *pro forma* et comportant l'engagement d'importer la marchandise désignée dans les six mois de la délivrance de la licence.

Les importateurs nouveaux, lorsqu'ils ne l'auront pas encore fait, devront adresser les justifications complémentaires habituelles, en particulier le certificat d'inscription au registre du commerce et la patente afférente au commerce de la marchandise considérée. Il ne sera tenu aucun compte des demandes incomplètement justifiées.

Les lettres de demandes d'attribution de crédit, rappelant le numéro du présent avis, devront être déposées avant la date limite indiquée pour leur examen au sous-secrétariat d'Etat au commerce et à l'industrie (sous-direction du commerce) à Rabat, sauf indication contraire.

La sous-direction du commerce fera suivre aux ministères et services techniques intéressés les lettres relatives aux répartitions de contingents de la compétence de ces organismes qui, par ailleurs, pourront être saisis directement par les importateurs.

L'indicatif des services techniques chargés de la gestion de chaque contingent ou sous-contingent est mentionné entre parenthèses après leur montant. Ces indicatifs sont les suivants :

Ministère de l'agriculture et des forêts.

E. et F. : Administration des eaux et forêts ;

B.V.A. : Bureau des vins et alcools.

Sous-secrétariat d'Etat au commerce et à l'industrie.

IND : Sous-direction de l'industrie ;

M.M. : Sous-direction de la marine marchande et des pêches maritimes ;

ARTISANAT : Sous-direction de l'artisanat ;

B.I.A.G. : Bureau des importations et des approvisionnements généraux ;

B.A. : Bureau de l'alimentation.

Les dossiers d'importation constitués par des imprimés réglementaires de demandes d'autorisation d'importation devront obligatoirement être déposés ou adressés à la sous-direction du commerce à Rabat, en vue de l'enregistrement préalable de la licence d'importation.

CATEGORIE A.

Bottes en caoutchouc : 15.000.000 de francs (IND) ;

Vaisselle en faïence : 2.500.000 francs (B.I.A.G.) ;

Verres plats : 15.000.000 de francs (crédit réservé aux importateurs ayant la qualification professionnelle) (B.I.A.G.).

Les demandes d'attribution de crédit devront parvenir avant le 10 mai 1957. Les importateurs anciens, en vue de la fixation de leur quota, devront fournir un état des importations réalisées de toutes origines pendant les années 1954, 1955 et 1956. Cet état devra être établi, par pays d'origine, en valeur C.I.F., avec mention des dates et des numéros des déclarations en douane correspondantes.

CATEGORIE B.

Alcool : 2.000.000 de francs (B.V.A.) ;

Jambons et conserves de viande : 50.000.000 de francs (B.A.) ;

Tissus de lin lourd pour bâches : 10.000.000 de francs (IND) ;

Faïence sanitaire : 2.500.000 francs (B.I.A.G.) ;

Lampes tempêtes : 15.000.000 de francs (B.I.A.G.).

Ces crédits sont réservés aux importateurs anciens sur la base des derniers quota calculés et aux importateurs nouveaux justifiant d'une organisation commerciale suffisante.

Les demandes concernant ces crédits devront être déposées avant le 10 mai 1957, et seront examinées simultanément après cette date.

CATEGORIE C.

Automobiles, motocycles et pièces détachées : 50.000.000 de francs (B.I.A.G.).

Les demandes d'attribution de crédit devront parvenir avant le 10 mai 1957. Outre les justifications habituelles, les nouveaux importateurs devront fournir un contrat de représentation de marque ou une lettre de l'usine ou du fabricant ou d'une facture *pro forma* signée de ce dernier et les importateurs anciens un état des importations réalisées en provenance du pays considéré durant les années 1954, 1955 et 1956 ; ce relevé devra être établi en valeur C.I.F., avec les dates et les numéros des déclarations en douane correspondantes.

CATEGORIE D.

Produits chimiques de base : 20.000.000 de francs (IND) ;

Meubles en bois courbé : 15.000.000 de francs (E. et F.) ;

Tissu de laine de luxe : 500.000 francs (crédit réservé à l'industrie de la confection) (IND) ;

Machines-outils, matériel mécanique d'équipement et matériel électrique divers : 250.000.000 de francs (B.I.A.G.) ;

Articles artisanaux ne concurrençant pas les productions artisanales marocaines : 5.000.000 de francs (B.I.A.G.).

Les demandes d'attribution de crédit devront être déposées avant le 10 mai 1957. Elles seront examinées simultanément après cette date ; les demandes adressées postérieurement seront examinées au fur et à mesure de leur dépôt si les contingents ne sont pas épuisés par la répartition.

Avis aux Importateurs n° 708.

Accord commercial avec l'Autriche.

Le présent avis a pour objet de déterminer les modalités de répartition des contingents d'importation repris à l'accord commercial conclu avec l'Autriche et publié au *Bulletin officiel* n° 2316, du 15 mars 1957.

Ne sont pas mentionnés dans les listes ci-après, les contingents répartis par les ministères et services techniques en fonction des besoins exprimés par les importateurs et utilisateurs industriels ou agricoles lors de l'élaboration de ce programme d'importation.

Règles générales : les importateurs intéressés par les contingents doivent formuler leurs demandes d'attribution de crédit par lettres établies sur papier libre, appuyées de factures *pro forma* et comportant l'engagement d'importer la marchandise dans les six mois de la délivrance de la licence.

Les importateurs nouveaux, lorsqu'ils ne l'auront pas encore fait, devront adresser les justifications complémentaires habituelles, en particulier le certificat d'inscription au registre du commerce et la patente afférente au commerce de la marchandise considérée. Il ne sera tenu aucun compte des demandes incomplètement justifiées.

Les lettres de demandes d'attribution de crédit, rappelant le numéro du présent avis, devront être déposées avant la date limite indiquée pour leur examen au sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie (sous-direction du commerce) à Rabat.

La sous-direction du commerce fera suivre aux ministères et services techniques intéressés les lettres relatives aux répartitions de contingents de la compétence de ces organismes qui, par ailleurs, pourront être saisis directement par les importateurs.

L'indicatif des services techniques chargés de la gestion de chaque contingent ou sous-contingent est mentionné entre parenthèses après leur montant. Ces indicatifs sont les suivants :

Sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie.

IND : Sous-direction de l'industrie ;

B.I.A.G. : Bureau des importations et des approvisionnements généraux ;

Les dossiers d'importation constitués par des imprimés réglementaires de demandes d'autorisation d'importation devront obligatoirement être déposés ou adressés à la sous-direction du commerce à Rabat, en vue de l'enregistrement préalable de la licence d'importation.

CATÉGORIE A.

Bijouterie fausse : 2.000.000 de francs (B.I.A.G.) ;

Fils et ficelles de chanvre et de lin : 3.000.000 de francs (IND).

Les demandes d'attribution de crédit sur ces contingents devront parvenir avant le 10 mai 1957. Les importateurs anciens, en vue de la fixation de leur quota, devront fournir un état des importations réalisées de toutes origines pendant les années 1954, 1955 et 1956. Cet état devra être établi, par pays d'origine, en valeur C.I.F., avec mention des dates et des numéros des déclarations en douane correspondantes.

CATÉGORIE B.

Matériel électrique divers (crédit commercial) : 15.000.000 de francs (B.I.A.G.) ;

Lampes, réchauds, fourneaux à pétrole : 75.000.000 de francs (B.I.A.G.) ;

Lampes à pression, appareils à souder à essence : 5.000.000 de francs (B.I.A.G.) ;

Petits articles métalliques, notamment coutellerie de traite, coutellerie et petits couverts et petit outillage, notamment fourches, scies et lames de scies : 20.000.000 de francs (B.I.A.G.) ;

Faux et faucilles : 7.000.000 de francs (B.I.A.G.).

Ces crédits sont réservés aux importateurs anciens sur la base des derniers quota calculés et aux importateurs nouveaux justifiant d'une organisation commerciale suffisante.

Les demandes concernant ces crédits devront être déposées avant le 10 mai 1957, et seront examinées simultanément après cette date.

CATÉGORIE C.

Bière de luxe (en boîtes ou en bouteilles) : 2.000.000 de francs (IND) ;

Pièces détachées et accessoires de motocyclettes, scooters, cyclomoteurs (crédit commercial) : 3.000.000 de francs (B.I.A.G.) ;

Motocyclettes, scooters et cyclomoteurs (engins complets) : 8.000.000 de francs (B.I.A.G.) ;

Camions et pièces détachées : 18.000.000 de francs (B.I.A.G.).

Les demandes d'attribution de crédit devront parvenir avant le 10 mai 1957. Outre les justifications habituelles, les importateurs nouveaux devront fournir un contrat de représentation de marque ou une lettre de l'usine ou du fabricant, ou une facture *pro forma* signée de ce dernier et les importateurs anciens un état des importations réalisées en provenance du pays considéré durant les années 1954, 1955 et 1956 ; ce relevé devra être établi en valeur C.I.F., avec les dates et les numéros des déclarations en douane correspondantes. Les motocyclettes et scooters, d'une part, les cyclomoteurs, d'autre part, devront faire l'objet d'états de références séparés.

CATÉGORIE D.

Tresses élastiques (crédit réservé à l'industrie de la confection) : 5.000.000 de francs (IND) ;

Pièces détachées et accessoires de motocyclettes, scooters et cyclomoteurs (crédit réservé aux ateliers de montage) : 25.000.000 de francs (IND) ;

Matériel électrique divers (crédit réservé à l'équipement) : 9.500.000 francs (B.I.A.G.) ;

Moteurs Diesel et pièces détachées : 15.000.000 de francs (B.I.A.G.) ;

Machines et matériel mécanique, ascenseurs et monte-charge, appareils divers, pièces détachées et accessoires, y compris roulements à billes, installations d'arrosage, machines de minoterie et machine pour le conditionnement des céréales et matériel de mines, outillage pneumatique, compresseurs : 70.000.000 de francs (B.I.A.G.) ;

Détonateurs électriques avec ou sans amorces, explosifs, explosimètres et accessoires : 9.000.000 de francs (IND) ;

Barres et tôles en aciers fins et spéciaux : 6.000.000 de francs (IND) ;

Microscopes, microtomes et accessoires : 1.000.000 de francs (B.I.A.G.).

Les demandes d'attribution de crédit devront être déposées avant le 10 mai 1957. Elles seront examinées simultanément après cette date ; les demandes adressées postérieurement seront examinées au fur et à mesure de leur dépôt si les contingents ne sont pas épuisés par la répartition.

Avis aux Importateurs n° 709.

Biens non essentiels Royaume-Uni.

Une avance de crédits sur le programme d'importation des biens non essentiels de Grande-Bretagne vient d'être allouée et a été publiée au *Bulletin officiel* n° 2317, du 23 mars 1957.

Les modalités de répartition de ces crédits sont les suivantes :

Règles générales : les importateurs intéressés par les contingents doivent formuler leurs demandes d'attribution de crédit par lettres établies sur papier libre, appuyées de factures *pro forma* et comportant l'engagement d'importer la marchandise dans les six mois de la délivrance de la licence.

Les importateurs nouveaux, lorsqu'ils ne l'auront pas encore fait, devront adresser les justifications complémentaires habituelles, en particulier le certificat d'inscription au registre du commerce et la patente afférents au commerce de la marchandise considérée. Il ne sera tenu aucun compte des demandes incomplètement justifiées.

Les lettres de demandes d'attribution de crédit, rappelant le numéro du présent avis, devront être déposées, avant la date limite indiquée pour leur examen au sous-secrétariat d'Etat au commerce et à l'industrie (sous-direction du commerce) à Rabat.

La sous-direction du commerce fera suivre aux ministères et services techniques intéressés les lettres relatives aux répartitions de contingents de la compétence de ces organismes qui, par ailleurs, pourront être saisis directement par les importateurs.

L'indicatif des services techniques chargés de la gestion de chaque contingent ou sous-contingent est mentionné entre parenthèses après leur montant. Ces indicatifs sont les suivants :

Sous-secrétariat d'Etat au commerce et à l'industrie.

IND : Sous-direction de l'industrie ;

B.I.A.G. : Bureau des importations et des approvisionnements généraux ;

ARTISANAT : Sous-direction de l'artisanat ;

Ministère de l'agriculture et des forêts.

E. et F. : Administration des eaux et forêts.

B.V.A. : Bureau des vins et alcools.

Les dossiers d'importation constitués par des imprimés réglementaires de demandes d'autorisation d'importation devront obligatoirement être déposés ou adressés à la sous-direction du commerce à Rabat, en vue de l'enregistrement préalable de la licence d'importation.

CATÉGORIE A.

Jouets : 3.750 £ à augmenter du contingent du 2^e semestre encore inconnu (B.I.A.G.) ;

Voitures pour enfants et pièces détachées : 2.500 £ (B.I.A.G.).

Les demandes d'attribution de crédits devront parvenir avant le 10 mai 1957. Les importateurs anciens, en vue de la fixation de leur quota, devront fournir un état des importations réalisées de toutes origines pendant les années 1954, 1955 et 1956. Cet état devra être établi par pays d'origine, en valeur C.I.F., avec mention des dates et des numéros des déclarations en douane correspondantes.

En ce qui concerne les jouets les demandes formulées au 10 mai seront prises en considération également pour l'attribution du contingent du 2^e semestre qui dès sa notification sera réuni au contingent ci-dessus et réparti en même temps.

CATÉGORIE B.

Whisky : 25.000 £ (B.V.A.) ;

Gin : 5.000 £ (B.V.A.) ;

Chaussures de luxe : 10.000 £ (IND) ;

Appareils électrodomestiques (y compris réfrigérateurs électriques ou non, machines à laver et à conditionner l'atmosphère) : 30.000 £ (B.I.A.G.) ;

Pick-up et tourne disques : 1.500 £ (B.I.A.G.).

Ces crédits sont réservés aux importateurs anciens sur la base des derniers quota calculés et aux importateurs nouveaux justifiant d'une organisation commerciale suffisante.

Les demandes concernant ces crédits devront être posées avant le 10 mai 1957, et seront examinées simultanément après cette date.

CATÉGORIE C.

Bières de luxe et stouts (en boîtes ou en bouteilles) : 1.000 £ (IND) ;

Motocyclettes et pièces détachées (sans exclusion de cylindrées) : 20.000 £ (B.I.A.G.) ;

Bicyclettes et pièces détachées : 7.500 £ (B.I.A.G.) ;

Appareils et équipements photographiques et cinématographiques, y compris appareils de prises de vue, pellicules, papier à tirer, films radiographiques et accessoires : 4.000 £ (B.I.A.G.).

Les demandes d'attribution de crédit devront parvenir avant le 10 mai 1957. Outre les justifications habituelles, les nouveaux importateurs devront fournir un contrat de représentation de marque ou une lettre de l'usine ou du fabricant, ou une facture *pro forma* signée de ce dernier, et les importateurs anciens un état des importations réalisées en provenance du pays considéré durant les années 1954, 1955 et 1956 ; ce relevé devra être établi en valeur C.I.F., avec les dates et les numéros des déclarations en douane correspondantes.

CATÉGORIE D.

Terre à porcelaine : 7.500 £ (IND) ;

Tissus de laine : 2.125 £ (crédit réservé à l'industrie de la confection) (IND) ;

Articles de sports : 7.500 £ (B.I.A.G.) ;

Rasoirs et lames : 7.500 £ (B.I.A.G.) ;

Livres, revues et autres imprimés : 1.000 £ (B.I.A.G.) ;

Cuir et cuir artificiel : 17.500 £ (IND) ;

Autres meubles : 5.000 £ (E. et E.) ;

Demi-produits en cuivre et alliage de cuivre : 3 tonnes (IND) ;

Demi-produits en cuivre et alliage de cuivre : 4 tonnes (ARTISANAT).

Les demandes d'attribution de crédit devront être déposées avant le 10 mai 1957. Elles seront examinées simultanément après cette date ; les demandes adressées postérieurement seront examinées au fur et à mesure de leur dépôt si les contingents ne sont pas épuisés par la répartition.

N.B. — Les contingents affectés d'un crédit trop faible seront mis en répartition après ouverture des crédits complémentaires du 2^e semestre 1957.

Avis aux Importateurs.

MM. les importateurs sont avisés de ce que les demandes d'autorisation d'importation de matières premières, produits semi-finis et biens d'équipement pour l'artisanat doivent être adressées à l'inspection de l'artisanat du lieu de leur établissement, qui transmettra à la sous-direction de l'artisanat (sous-secrétariat d'Etat au commerce et à l'industrie), Rabat :

Inspection de l'artisanat, boulevard El-Alou, Rabat ;

Inspection de l'artisanat, 12, boulevard du 4^e-Zouaves, Casablanca ;

Inspection de l'artisanat, Dar-Jamaï, Meknès ;

Inspection de l'artisanat, Dar-Batha, Fès ;

Inspection de l'artisanat, Dar-Si-Sâïd, Marrakech ;

Inspection de l'artisanat, délégation économique, Tétouan.

Découverte d'épaves maritimes.

Epaves maritimes découvertes par le sous-quartier de Mazagan :

1^o un panneau de cale de 2 m 32 x 0 m 44, ayant à ses extrémités un anneau de 10 centimètres de diamètre. Ce panneau semble avoir été en contact du feu ;

2^o une bouée métallique, de forme à peu près sphérique, de 1 m 65 de circonférence, et pesant environ 50 kilos (sans aucune inscription).